



Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Le Comité Technique d'ajustement qui se réunit ce jour est le premier depuis que M. Pap Ndiaye a été nommé ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse.

L'UNSA Éducation a déjà eu l'occasion lors d'une rencontre avec le ministre de lui présenter les éléments les plus saillants révélés par le baromètre 2022 des métiers de l'UNSA Éducation.

Cette enquête, à laquelle ont répondu 42 836 personnels de tous les métiers de l'éducation révèle l'urgence à réparer le lien avec eux. Certes les personnels sont toujours aussi nombreux à aimer leur métier, ils sont près de 92%. Pourtant ils sont la moitié à ne plus trouver de sens à leurs missions.

En 2017 déjà, seuls 42% des personnels estimaient satisfaisantes leurs conditions de travail, ce qui était trop peu. En 2022, ce taux a gravement baissé à 27%. Le gouvernement et le ministre doivent prendre ce constat très au sérieux et agir en conséquence. 28% des répondant·es expriment leur souhait de changer de métier ; parmi eux, la moitié des cadres déclare même vouloir le faire pour le secteur privé.

Nos collègues se disent fatigués, en colère, voire résignés. L'UNSA Education alerte solennellement sur les conséquences de cet état d'esprit des personnels et met en garde contre toute nouvelle volonté de réformes brutales, de généralisations précipitées d'expérimentations ou encore de promesses ambiguës.

Prendre le temps pour décider, se donner les moyens d'un dialogue social serein et constructif, se donner le temps nécessaire à toute mise en œuvre sont autant de conditions nécessaires.

Pour l'UNSA Éducation, le ministère ne peut ignorer que le dernier quinquennat a bien eu des effets sur la profession. 10 années de Baromètre UNSA Education nous permettent de suivre l'évolution. Il y a bien une rupture en 2018 et cette rupture intervient avant la crise sanitaire. Il est indéniable que les politiques conduites, leur rythme et la méthode ont mis en tension tous les métiers de l'éducation, quand 86% des collègues expriment leur désaccord avec les choix politiques effectués.

Pour l'UNSA Éducation, il est donc urgent de rétablir le lien et la confiance. Au lieu de persister, il va falloir réparer.

Le pouvoir d'achat est la préoccupation première de nos collègues, dont 9 sur 10 estiment que leur rémunération n'est pas à la hauteur de leur qualification. La charge et les conditions de travail, les perspectives de carrières sont autant d'éléments sur lesquels il faut impérativement apporter des réponses.

Le gouvernement a annoncé une hausse trop limitée de la valeur du point d'indice : + 3,5%. Cette hausse sera effective dès le 1<sup>er</sup> juillet 2022. Cette augmentation représente une enveloppe de 7,5 milliards d'euros pour les trois versants de la fonction publique. Si le montant de cette enveloppe n'est pas anecdotique, il ne

compense malheureusement ni le niveau actuel de l'inflation sur un an, ni le décrochage induit par le gel du point d'indice depuis 2010.

Pour l'Unsa Education, une réelle revalorisation des rémunérations et des carrières dont dépend l'attractivité de la fonction publique est nécessaire et indispensable. Aujourd'hui, nous n'y sommes pas et même l'urgence à compenser l'inflation est un rendez-vous manqué.

Ce nouveau quinquennat doit également permettre de travailler sur des préoccupations de nos collègues pour l'instant absentes des orientations présidentielles : le besoin de mixité sociale dans nos écoles et établissements, la réussite de l'école inclusive, la place de l'écologie dans notre ministère aussi bien sur l'aspect structurel que sur le volet éducatif.

Si nous nous félicitons que le ministre déclare vouloir écouter avant de décider, des actions urgentes sont néanmoins nécessaires.

De plus, les récents propos du Président de la République à Marseille notamment sur la revalorisation des personnels, n'ont fait que nourrir le flou sur les intentions précises du gouvernement.

Pouvoir d'achat fortement diminué, conditions de travail et image de nos métiers dégradées, réformes conduites au pas de charge, sans moyens et sans entendre les expertises qui alertaient des problèmes engendrés, expliquent la pénurie actuelle de candidats aux concours. Il est à craindre qu'à la prochaine rentrée chaque élève n'ait pas un professeur face à lui, ni un·e infirmier·ère scolaire, ni un·e médecin EN, ni un·e AS, ni suffisamment de personnels administratifs. Si rien n'est fait, la rentrée puis l'année scolaire se feront avec de lourdes difficultés et la continuité du service public d'éducation est menacée.

Des mesures d'urgence sont nécessaires et doivent être prises rapidement de manière concertée et il faut absolument dès maintenant créer un choc d'attractivité pour l'ensemble des métiers.

Les conditions d'entrée dans le métier sont décourageantes : salaires très bas, défaillances dans l'accompagnement des personnels à trouver un logement, insuffisance de la sécurisation de l'entrée en fonction, formation insuffisante ou absente. D'ailleurs, ces difficultés ne concernent pas seulement l'inscription des candidat·es aux concours, mais elles affectent également la constitution de viviers de contractuel·les.

Pour redonner l'envie de rejoindre notre Ecole publique et laïque, mais aussi d'y rester, il est nécessaire d'écouter ses acteurs·rices et leurs représentant·es, en se donnant les moyens de répondre aux urgences de notre service public d'éducation. Il est abimé par plusieurs années de dogmatisme éducatif et de gestion comptable, niant la réalité de métiers toujours plus complexes et de moins en moins valorisés. Pour l'UNSA Éducation, agir résolument et sans faux-semblant ne peut plus et ne doit plus être différé.

Xavier Lioté

Unsa Education 93